

Synthèse régionale

2019 : année de référence pour l'économie francilienne dans un contexte de crise sanitaire

Michèle Debosque (Insee)

Année précédant la crise sanitaire, 2019 constituera un point de référence pour l'économie francilienne. La plupart des indicateurs 2019 sont à un très bon niveau : emploi, chômage, construction, tourisme.

En 2019, des créations d'emplois toujours soutenues et un taux de chômage en légère baisse

Avec 92 000 emplois supplémentaires, l'emploi salarié augmente, en 2019, de 1,6 % en Île-de-France contre 1,1 % en France hors Mayotte. Cette hausse est la plus forte depuis 2010 et s'observe dans tous les grands secteurs, particulièrement dans le secteur tertiaire marchand hors intérim (68,3 % des emplois créés en 2019) et dans la construction (19,6 %). Néanmoins, l'emploi est stable dans le secteur bancaire et diminue légèrement dans le secteur des services financiers et immobiliers.

Au quatrième trimestre 2019, le taux de chômage s'élève à 7,1 % de la population active. Ainsi, il a diminué de 0,5 point en un an. Le nombre de demandeurs d'emploi baisse de 1,9 % en catégorie A et de 2,1 % en prenant aussi en compte l'activité réduite des catégories B et C. Ces diminutions sont les plus fortes depuis douze ans.

Toujours plus de créations et moins de défaillances d'entreprises

En 2019, 244 000 entreprises se sont créées en Île-de-France dans le secteur marchand non agricole (+ 15,1 % en un an contre + 17,9 % en France métropolitaine). Cette dynamique s'observe dans tous les secteurs et principalement celui des services aux entreprises, du commerce, des transports et de l'hébergement-restauration.

En 2019, comme en 2018, plus de la moitié des créations d'entreprises franciliennes relèvent du statut de micro-entrepreneur. Les défaillances d'entreprises diminuent de 5,1 % en Île-de-France comme en France (- 5,2 %). En 2019, le niveau des défaillances est similaire à celui observé en 2017.

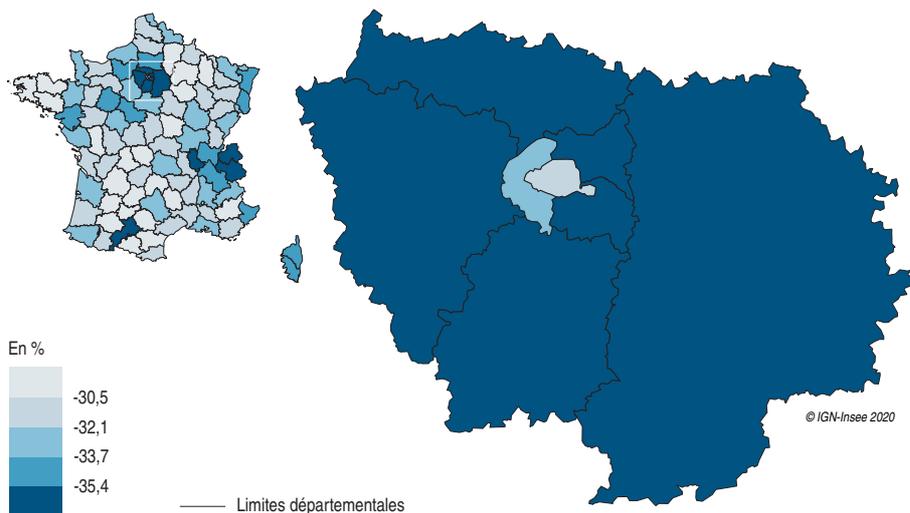
La construction se maintient à un niveau élevé en Île-de-France

Avec 82 000 logements autorisés en 2019, la région Île-de-France se caractérise toujours par un haut niveau de construction. Depuis 2013, le rythme annuel de progression est nettement plus fort que dans

l'ensemble du pays. Toutefois, après avoir atteint un niveau record en 2017 puis s'être stabilisé en 2018, le volume des ouvertures de chantiers baisse en 2019 de 1,9 % pour atteindre 80 900 logements.

En 2019, les surfaces autorisées de locaux d'activité diminuent de 4,3 % mais restent à un niveau parmi les plus élevés depuis 2008

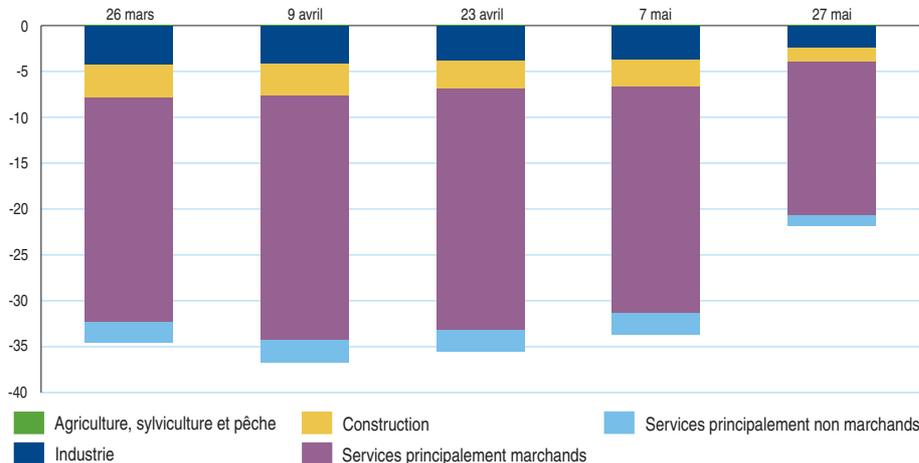
1 Estimation au 7 mai de la perte d'activité départementale liée aux mesures d'endiguement



Lecture : au 7 mai 2020, l'activité économique à Paris serait inférieure de 31,4 % par rapport à une situation normale. Source : calculs Insee à partir de sources diverses.

2 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement

Contributions des différents secteurs dans la perte d'activité économique, en Île-de-France (en %)



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points.

(4,8 millions de m²). 40 000 logements neufs ont été réservés en 2019 en Île-de-France : cela représente une hausse de 3,3 % par rapport à 2018, contre 4,0 % en France métropolitaine.

Une année à nouveau remarquable pour la fréquentation touristique francilienne

En 2019, l'économie touristique bénéficie d'une conjoncture favorable, dans la continuité de 2017 et 2018. En dépit d'un léger tassement par rapport à 2018, la fréquentation hôtelière reste particulièrement importante, avec 70,7 millions de nuitées

malgré les grèves de transport du mois de décembre. La fréquentation de la clientèle résidente progresse fortement avec + 2,5 % par rapport à 2018 alors que celle de la clientèle non résidente diminue (- 3,1 %). L'Île-de-France représente toujours plus de la moitié des nuitées des touristes non résidents en France métropolitaine (76,4 millions). Au sein de la région, Paris génère près de 65 % des nuitées des non-résidents.

Dans ce contexte, l'année 2019 restera, pour des années sans doute, comme le point de référence à l'aune duquel les dynamiques de reprise d'activité, de retour à l'emploi et de baisse du chômage seront évaluées.

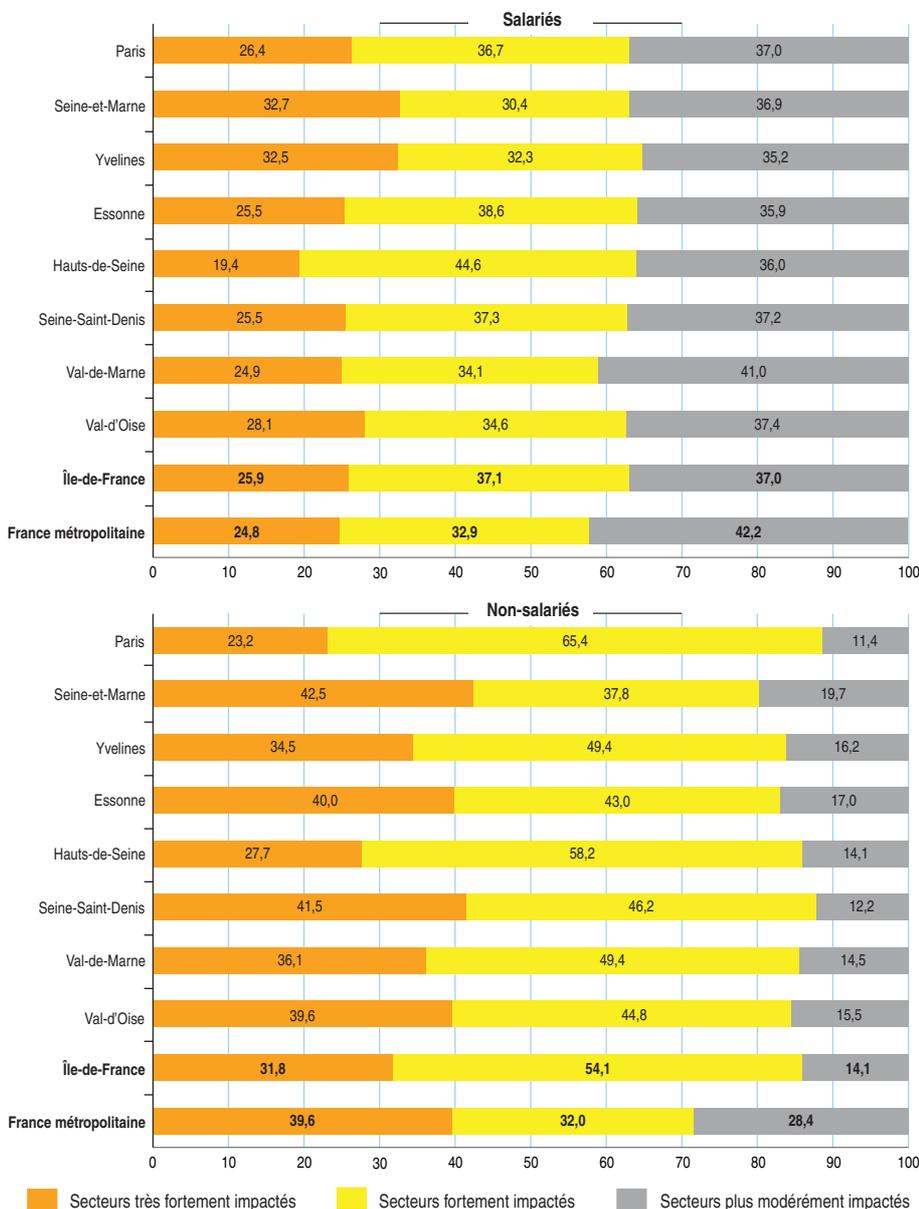
Après une très bonne année 2019, l'économie francilienne sera fortement impactée par la crise sanitaire en 2020

La crise sanitaire de début 2020 a porté un coup d'arrêt à la dynamique de l'économie francilienne : l'activité aurait été réduite d'un tiers pendant les deux mois de confinement (*figure 1*). En effet, les services marchands, en particulier les transports et le commerce, secteurs très présents en Île-de-France, ont particulièrement été impactés. Ainsi, ils contribueraient pour près d'un quart à la baisse de l'activité générale, 5 points de plus qu'en province. L'économie francilienne aurait également été désavantagée par une moindre présence de secteurs ayant mieux résisté à la crise comme l'agriculture, les industries agro-alimentaires et les services non marchands (*figure 2*). En outre, la consommation de biens par les ménages franciliens devrait avoir fortement diminué. L'absence des touristes étrangers, très nombreux habituellement (50 % de la clientèle hôtelière), et la plus forte prégnance de la pauvreté (15,6 % de personnes pauvres en Île-de-France contre 14,0 % en France) pourraient avoir contribué, plus que dans le reste du pays, à la chute des volumes de biens ou services consommés et à la déformation de sa structure avec une baisse plus importante des biens de luxe, de l'automobile, de l'habillement et des services des transports et de la culture, surtout à Paris. En effet, dans le secteur du tourisme et de la culture, l'arrêt des activités a été quasiment complet depuis le début du printemps 2020. La construction, secteur porteur en Île-de-France jusqu'alors du fait de projets d'aménagement urbain et de grandes infrastructures, a également subi en Île-de-France un coup d'arrêt important.

Les répercussions de cette crise sanitaire sur l'emploi et le chômage sont importantes, même si en Île-de-France la forte présence, notamment dans le secteur tertiaire, de cadres ou d'employés pouvant télétravailler a certainement pu les atténuer. À la mi-mai, plus de 3 millions de salariés franciliens auraient été concernés par une demande de chômage partiel (*figure 3*). Cela représente environ les deux tiers de l'emploi salarié total contre près de 71 % en France métropolitaine. En outre, après une hausse de 2,1 % du nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A au premier trimestre, le deuxième trimestre 2020 devrait également être moins favorable : les premiers résultats montrent une augmentation de 19,3 % en avril par rapport à mars. ■

3 La part des emplois dans les secteurs très fortement impactés est plus importante en Seine-et-Marne et moindre à Paris et dans les Hauts-de-Seine

Répartition des emplois par secteur en fonction de l'impact des mesures d'endiguement (en %)



Lecture : en Île-de-France, 37 % des salariés travaillent dans un secteur plus modérément impacté alors que c'est le cas pour 42,2 % des salariés en France métropolitaine.

Source : Insee, estimations d'emploi.

Contexte national

L'économie française en ralentissement modéré en 2019 puis en forte chute début 2020

Thomas Ouin-Lagarde (Insee)

L'activité a ralenti en 2019 dans presque tous les pays avancés

Les incertitudes politiques et économiques provenant notamment du Brexit ou de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine ont pesé non seulement sur les échanges commerciaux mais aussi, plus globalement, sur l'investissement des entreprises et la croissance mondiale. Après un pic d'activité en 2018, l'activité aux États-Unis a ralenti en 2019 (+ 2,3 % après + 2,9 %), grevée par la décélération de la consommation des ménages (+ 2,6 % après + 3,0 %) et par l'essoufflement de l'investissement des entreprises (+ 2,1 % après + 6,4 %). En zone euro, l'activité a également ralenti, pour la deuxième année consécutive (+ 1,2 % après + 1,9 %) et malgré une politique monétaire de la Banque centrale européenne toujours accommodante. En particulier, l'activité a très nettement décéléré en Allemagne (+ 0,6 % après + 1,5 %) et en Italie (+ 0,3 % après + 0,8 %) mais a un peu mieux résisté en France (+ 1,5 % après + 1,8 %) et en Espagne (+ 2,0 % après + 2,4 %). En 2019, l'activité britannique a évolué par à-coups au gré des anticipations et des comportements de stockage avant la date, plusieurs fois reportée, du Brexit. En moyenne en 2019, l'activité y a crû de 1,4 % (après + 1,3 % en 2018).

En 2019, l'activité française a connu un nouveau ralentissement, quoique modéré

Après une année 2017 très dynamique (+ 2,3 %) et une décélération en 2018 (+ 1,8 %), l'activité a de nouveau ralenti en 2019 (+ 1,5 %, *figure 4*). Ce ralentissement est dû notamment à une dégradation des échanges extérieurs, qui ont contribué négativement à la croissance (- 0,2 point après + 0,4 point). En effet, les exportations en volume ont décéléré (+ 1,9 % après + 4,4 %) davantage que les importations (+ 2,5 % après + 3,1 %). Le ralentissement des exportations a concerné tant les produits manufacturés, notamment les matériels de transport, que les services. En revanche, la demande intérieure a nettement accéléré, soutenant la croissance (contribuant pour

+ 2,2 points, après + 1,4 point en 2018). Cette accélération a été portée à la fois par les dépenses de consommation des ménages et des administrations publiques et par l'investissement total.

La consommation des ménages a accéléré

Les dépenses de consommation des ménages ont accéléré en 2019 (+ 1,5 % en volume, après + 0,9 % en 2018), dans un contexte d'accélération du pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages. Ces dépenses ont été soutenues, en particulier, par les achats de biens durables, notamment en équipement du logement, et par les dépenses de loyers, d'hébergement-restauration et d'autres services marchands.

L'investissement a été très dynamique

La formation brute de capital fixe de l'ensemble des agents économiques a accéléré en 2019 (+ 4,2 % après + 3,2 % en 2018), soutenue par l'investissement des ménages (+ 1,8 % après + 1,5 %) et par l'investissement public (+ 7,7 % après + 3,3 %), lui-même porté par l'investissement en construction des collectivités locales avant les élections municipales.

L'investissement des entreprises est resté très dynamique (+ 3,6 % après 3,7 %), en particulier en services.

En 2019, le chômage a nettement baissé

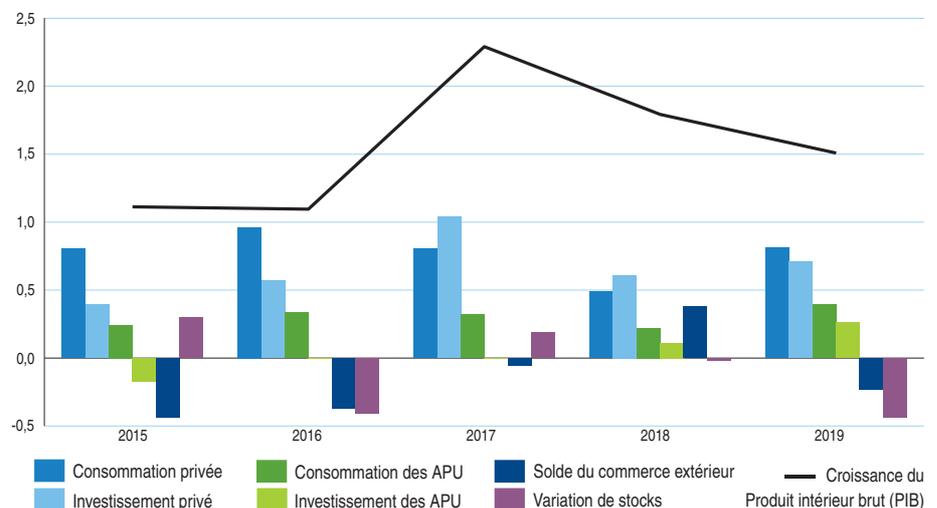
L'emploi total a fortement accéléré en 2019, avec 358 000 créations nettes d'emplois tous secteurs confondus après 228 000 en 2018 (dont 287 500 créations nettes d'emplois dans le champ salarié public et privé, après 158 100 en 2018). Ainsi, le taux de chômage a poursuivi sa décroissance, atteignant 8,1 % de la population active française (hors Mayotte) au quatrième trimestre 2019 après 8,7 % au quatrième trimestre 2018 (soit 8,4 % en moyenne annuelle en 2019 après 9,0 % en 2018).

Le pouvoir d'achat des ménages a soutenu la consommation

En 2019, le revenu disponible brut des ménages a progressé de 3,1 % (après + 3,0 % en 2018). Il a été soutenu par une accélération des prestations sociales (+ 3,1 % après + 2,0 %, notamment du fait, en 2019 de la revalorisation et de l'élargissement de la prime d'activité mis en place dans le cadre des mesures d'urgence économiques et sociales) et par le ralentissement des

4 L'activité ralentit en 2019, freinée par le solde du commerce extérieur

Variation annuelle du PIB en %, contributions en points



Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

impôts courants (+ 0,3 % après + 9,6 % en 2018), du fait notamment de la poursuite des réductions de taxe d'habitation et après une forte hausse de la CSG en 2018 du fait de la bascule de cotisations sociales vers la CSG. Les salaires nets de cotisations sociales ont ralenti, mais sont restés vigoureux (+ 3,3 % après + 4,8 %). Le prix de la dépense de consommation finale a ralenti (+ 0,9 % après + 1,7 % en 2018), si bien que le pouvoir d'achat du revenu disponible a accéléré (+ 2,1 % après + 1,3 %, *figure 5*). Ramené au niveau individuel, le pouvoir d'achat par unité de consommation a augmenté de 1,5 % (après + 0,7 % en 2018).

Du côté des entreprises, la transformation du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) en allègements de cotisations sociales a nettement soutenu le taux de marge des sociétés non financières (+ 1,8 point, mais + 0,1 point hors transformation du CICE).

Au mois de mars et au deuxième trimestre 2020, l'activité a fortement chuté

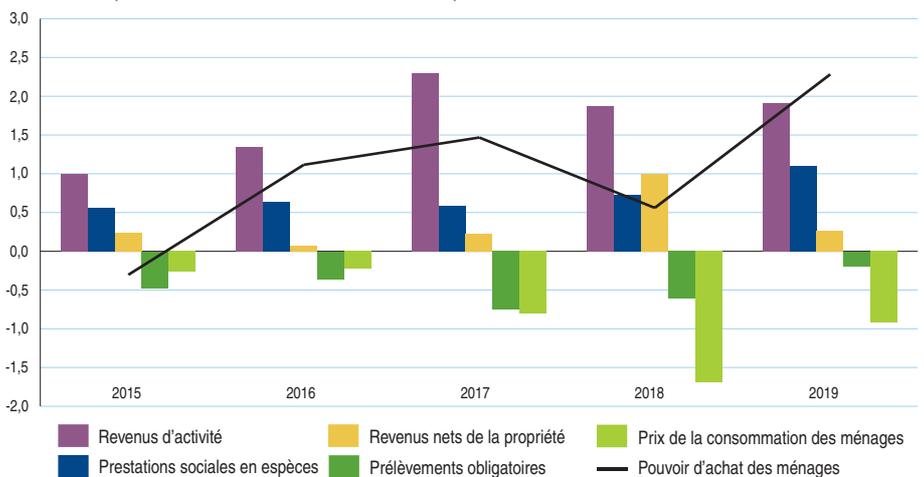
Le contexte conjoncturel de l'année 2019 a été radicalement modifié début 2020 avec l'émergence de l'épidémie de Covid-19, frappant d'abord la Chine puis se propageant dans le reste du monde. Les mesures prises, en France et dans les autres pays concernés, pour endiguer la propagation du virus, ont des conséquences lourdes sur le fonctionnement des économies. En France, un confinement de la population a été mis en place entre le 16 mars et le 11 mai, s'ajoutant à la fermeture des établissements recevant du public et des commerces non essentiels.

Dans ce contexte, l'activité a lourdement chuté : pendant toute la période de confinement, elle se serait située à environ un tiers en deçà de son niveau en situation « normale » d'activité (*figure 6*). Dans les autres pays, la forte baisse du PIB au premier trimestre 2020 témoigne, comme en France, de l'ampleur du choc¹.

En France, la perte d'activité concerne surtout les branches marchandes (- 40 % pendant toute la durée de confinement). Dans l'industrie, hormis la branche agro-alimentaire nécessaire à la fourniture de biens essentiels, les autres branches sont particulièrement touchées, à travers la baisse de la demande nationale et étrangère, les difficultés d'approvisionnement ou encore l'indisponibilité de la main-d'œuvre

5 L'accélération des prestations sociales soutient le pouvoir d'achat

Évolution du pouvoir d'achat en % et contributions en points

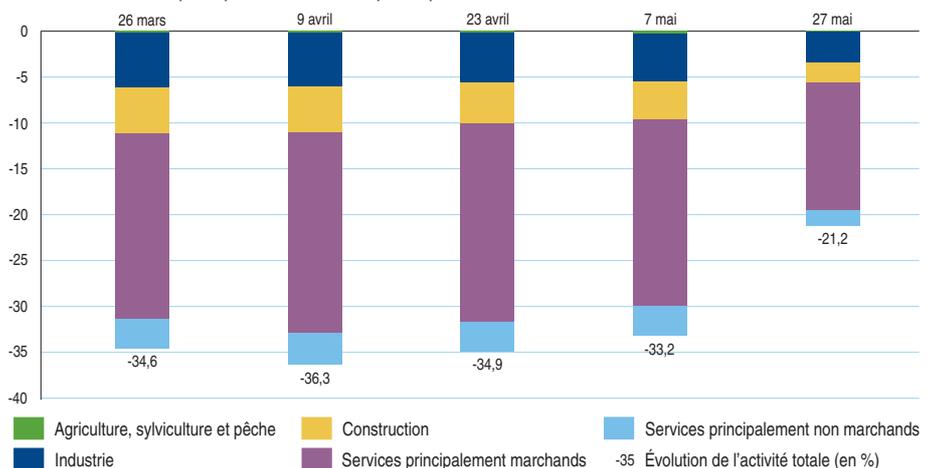


Champ : France.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

6 L'activité a fortement baissé pendant le confinement puis se redresserait progressivement

Les services ont été principalement touchés par la perte d'activité



Source : Points de conjoncture de l'Insee ; les dates indiquées sont les dates de parution de ces différents Points.

et les difficultés à mettre en place les mesures sanitaires sur les sites de production. Dans les services, les pertes d'activité sont plus contrastées, élevées dans les secteurs directement concernés par les mesures de confinement (commerce, services de transport, hébergement et restauration, loisirs) et plus faibles dans les activités telles que les services financiers ou d'assurance. Enfin, la construction a pâti de l'arrêt partiel voire complet des chantiers.

La crise sanitaire s'est également traduite par un recul important de la consommation des ménages, qui elle aussi se serait située un tiers environ en deçà de son niveau en situation « normale » (- 35 % de perte de consommation à la fin mars puis - 32 % au 7 mai). Cette perte traduit notamment la chute

des achats de carburants, de véhicules automobiles et d'autres biens manufacturés (habillement) mais également des services de transport, d'hébergement et restauration et de loisirs. En revanche, certains produits ont vu leur consommation augmenter pendant le confinement (produits alimentaires notamment).

Cette crise touche fortement l'ensemble des régions françaises, avec quelques disparités néanmoins, compte tenu des différences de structure sectorielle qui existent d'un territoire à un autre². En effet, la perte d'activité au niveau local dépend entre autres du poids des activités durement touchées par la crise (tourisme, construction...) et de celui des secteurs qui au contraire sont davantage épargnés (agriculture). ■

1 Au premier trimestre 2020, le PIB a baissé de 2,2 % en Allemagne, 5,3 % en France, 5,3 % en Italie, 5,2 % en Espagne, 2,0 % au Royaume-Uni, 1,3 % aux États-Unis, ces écarts pouvant traduire à la fois les différences de calendrier dans la mise en place de mesures d'endiguement de l'épidémie et les différences méthodologiques d'estimation de l'activité dans cette période très particulière.

2 Voir l'éclairage régional du Point de conjoncture du 7 mai.